



AG2R LA MONDIALE

**Convention cadre de partenariat
AG2R LA MONDIALE / Conseil Général du Bas-Rhin**

Entre :

LE GIE AG2R RÉUNICA, membre du groupe AG2R LA MONDIALE - GIE agissant pour le compte d'institutions de retraite complémentaire Agirc-Arrco, d'institutions de prévoyance, de mutuelles, d'unions de mutuelles et de société d'assurances - Siège social 104-110 boulevard Haussmann, 75008 Paris - 801 947 052 RCS Paris, www.ag2rlamondiale.fr représenté par Monsieur Thomas GODARD, Directeur des Activités sociales périmètre REUNICA, dûment habilité à cet effet, agissant pour le compte des institutions suivantes :

- **RÉUNI Retraite Cadres**, dénommée RRC, Institution de retraite complémentaire régie par le titre II du livre IX du Code de la Sécurité Sociale, agréée par arrêté ministériel du 7 juillet 1947, Institution AGIRC, dont le siège social est sis 154 rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret ;
- **RÉUNI Retraite Salariés**, dénommée RRS, Institution de retraite complémentaire régie par le titre II du livre IX du Code de la Sécurité Sociale, agréée par arrêté ministériel du 24 décembre 1959, Institution ARRCO, dont le siège social est sis 154 rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret ;

ci -après dénommées « AG2R LA MONDIALE ».

Et

Le Département du Bas-Rhin, représenté par M Guy-Dominique KENNEL, Président du Conseil Général, agissant en vertu de la délibération du Conseil Général du 8 décembre 2014 et de la Commission permanente du 2 mars 2015

ci-après dénommé « Le Conseil général du Bas-Rhin ».

AG2R LA MONDIALE et le Conseil Général du Bas-Rhin sont également désignés ci-après individuellement ou collectivement par « la Partie » ou « les Parties ».

Etant préalablement exposé que :

Pour répondre aux besoins croissants des Français en matière de protection sociale, **AG2R LA MONDIALE**, RÉUNICA et VIA SANTÉ se sont unis le 1er janvier 2015 pour former le groupe de référence en assurance de la personne.

Avec 27 milliards de cotisations, le nouvel ensemble AG2R LA MONDIALE devient le premier acteur de la retraite complémentaire, en gérant un quart des salariés privés du pays et le 2ème assureur de personnes (hors groupes bancaires), avec des positions de premier plan sur tous ses métiers.

Société de personnes à gouvernance paritaire et mutualiste, AG2R LA MONDIALE cultive un modèle de protection sociale unique, qui conjugue étroitement rentabilité et solidarité, performance et engagement social. **Le Groupe consacre ainsi près de 100 millions d'euros par an pour aider les personnes fragilisées et soutenir des initiatives collectives dans le domaine du logement, de la prévention, de l'aide aux aidants et du retour à l'emploi des publics précaires.**

Le Conseil Général du Bas-Rhin a fait de l'habitat une des ses priorités parce que le logement est au cœur de la cohésion sociale et de l'aménagement du territoire, le Département. Il affichait déjà dans sa démarche des « Hommes et des Territoires », initiée dès 2002, sa détermination à « **mettre la personne au cœur de l'action et rapprocher les hommes, assurer l'excellence et l'équilibre des territoires et améliorer le service public à la population, aux entreprises, et aux collectivités** ».

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Conseil Général a fait le choix d'assumer la gestion et l'attribution des aides à la pierre et est devenu l'unique interlocuteur pour la répartition des aides départementales, de l'Etat et de l'ANAH.

■ Une politique cohérente pour répondre aux besoins en habitat des Bas-Rhinois

Ses compétences recouvrent TOUS les champs de l'habitat. Le Département a mis en place une stratégie globale et intégrée pour rendre encore plus pertinente sa politique de l'habitat : planification du développement du territoire (via les SDAUH), production de foncier (via l'EPFL), aménagement du foncier, construction-réhabilitation-adaptation-renouvellement des logements (parc public et privé), accompagnement des parcours résidentiel (via l'ADIL).

■ Le Plan Départemental de l'Habitat : une démarche qui donne du sens à l'action

L'Etat et le Département ont fait de l'habitat une priorité qui s'est concrétisée par l'élaboration en commun de leur **premier Plan Départemental de l'Habitat 2010-2015**. L'élaboration de ce plan a permis d'initier une démarche dynamique et participative en mobilisant et en mettant en réseau l'ensemble des acteurs de l'habitat. Ce qui a conduit à produire un diagnostic véritablement partagé mais aussi des orientations territorialisées de nature à répondre aux enjeux de l'habitat sur les différents territoires du Bas-Rhin.

■ Des enjeux clairement identifiés pour la mise en œuvre de la politique du Conseil Général

- Le développement d'une offre répondant aux besoins des ménages
- L'accompagnement des parcours résidentiels des ménages
- La production foncière pour des logements à coût supportable
- La réalisation d'un aménagement urbain permettant la production d'un habitat de qualité, économe en espace et en énergie

En matière de politique de l'habitat, la volonté de soutenir tous les Bas-Rhinois se traduit en matière de politique de l'habitat par le soutien à :

- La production de logements sociaux ;
- La rénovation du parc privé au travers les fonds de l'ANAH (agence nationale de l'habitat) et la création de logements à loyer maîtrisé ;
- L'adaptation des logements à la perte d'autonomie.

Cette **politique a été territorialisée à l'échelle des schémas de cohérence territoriale (SCOT)** visant, dans un contexte tendu pour les finances publiques, à privilégier les actions ayant un fort effet levier.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les deux Parties pour expérimenter et/ou développer des actions visant à répondre aux besoins sociaux de la population bas-rhinoise, sur les axes définis ci-après.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PARTENARIAT ET DES AXES RETENUS

Dans le cadre de leurs missions d'intérêt général, **les Parties décident de collaborer principalement dans les domaines visant à favoriser l'autonomie à domicile.**

En effet, cette thématique constitue le fil directeur de la stratégie d'action sociale d'AG2R LA MONDIALE.

Il est précisé qu'AG2R LA MONDIALE n'a pas vocation à initier ou à piloter les projets mais qu'il peut en être partenaire suivant différents niveaux (financement, communication auprès de ses ressortissants, participation au pilotage ...).

Les axes de coopération suivants sont retenus :

1. La lutte contre la précarité énergétique

Il s'agit de prendre en compte une nouvelle problématique sociétale qui touche particulièrement les personnes âgées et/ou isolées.

Les projets visant à repérer les situations à risque, à les évaluer et à mettre en œuvre des solutions pourront être soumis à AG2R LA MONDIALE.

L'appui à la structuration et à la professionnalisation des dispositifs locaux peut également constituer un point de collaboration.

2. Le logement adapté au vieillissement

Cet axe, portant principalement sur le bâti, recouvre aussi bien l'aménagement de l'environnement de vie que l'émergence de nouvelles formes d'hébergement.

Ainsi les projets intégrant cet axe viseront par exemple à encourager les travaux d'adaptation du logement, sensibiliser le grand public aux petits aménagements du domicile, contribuer à l'évolution des normes de l'habitat et faire émerger des programmes résidentiels innovants.

3. Les services à domicile autonomisants

Cet axe vise à privilégier le développement de services, basés sur les nouvelles technologies, complémentaires aux services à domicile classiques et permettant de prolonger autant que possible l'autonomie des intéressés tout en préservant le lien humain.

Ainsi les projets concernés pourront notamment consister à mettre en place des dispositifs de télémédecine et de télésanté au domicile.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les projets portant sur les thématiques décrites à l'article 2 pourront faire l'objet d'un cofinancement d'AG2R LA MONDIALE, selon ses processus de décision internes.

Les parties conviennent par ailleurs de réunir leurs efforts pour rechercher les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des projets communs.

ARTICLE 4 – SUIVI

Un comité de suivi de la convention est mis en place afin :

- d'identifier les projets pouvant faire l'objet d'une coopération et/ou d'une orientation vers AG2R LA MONDIALE ;
- de proposer des aménagements en vue d'adapter les axes de partenariat si cela s'avère nécessaire.

Il se réunit après la signature de la convention pour convenir de sa déclinaison opérationnelle, puis au moins deux fois par an. Il est composé a minima d'un représentant de chacune des Parties.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

Les Parties s'accordent sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la communication relative à la présente convention.

Elles s'engagent à mentionner dans toute publication ou action de communication la contribution de chacune des Parties aux actions menées dans le cadre de la présente convention. La Partie à l'initiative de la publication ou de l'opération de communication garde la primeur de ses actions (relations presse, communication institutionnelle, etc.) et transmet le texte pour information à l'autre Partie.

De plus les Parties s'engagent, pour les actions communes le nécessitant, à faire apparaître sur tout support de diffusion leurs logos respectifs dans les formats similaires.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET COMMUNICATION

La convention n'a ni pour objet ni pour effet de conférer un droit quelconque à l'une ou l'autre des Parties sur les droits de propriété intellectuelle (et, en particulier, les marques, les logos et les noms de domaine) de l'autre Partie, autre que les droits limités d'utilisation prévus dans les présentes.

Chacune des Parties s'engage à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de propriété intellectuelle (et, en particulier, aux droits de marques, ou de logos ou aux noms de domaine) de l'autre Partie.

AG2R LA MONDIALE garantit au Conseil général du Bas-Rhin et réciproquement, être détentrice de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux éléments utilisés aux fins des présentes.

Si l'une des Parties souhaite lancer une opération de communication externe sur le partenariat, elle devra obtenir l'accord préalable et écrit de l'autre Partie sur le principe, le contenu et les modalités de cette opération.

Aucune des Parties ne pourra utiliser le nom et/ou le logo de l'autre Partie sans son accord écrit et préalable.

ARTICLE 7 – NON-EXCLUSIVITE

La convention n'emporte aucune exclusivité, chacune des Parties demeure libre de conclure des accords similaires avec un tiers.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS

Aucun amendement à la convention ne sera valable s'il n'est écrit et signé par les deux Parties dans le cadre d'un avenant.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET – DUREE– RESILIATION

La convention prend effet à la date de signature pour une durée de trois ans.

En cas de non-respect par l'une des Parties de ses engagements, la convention sera résiliée de plein droit, après mise en demeure de la Partie défaillante de prendre les mesures correctrices nécessaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 10 – CONTESTATIONS - LITIGES

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un accord amiable. En cas d'échec de cette tentative, la Partie la plus diligente pourra saisir le tribunal compétent.

Fait à Strasbourg, le

En deux exemplaires originaux

Pour le Conseil général du Bas-Rhin

Pour AG2R LA MONDIALE

Le Président,
Guy-Dominique KENNEL

Le Directeur des Activités Sociales
(Périmètre *RÉUNICA*)
Thomas GODARD